

BILAN 2018

**des journalistes tués,
détenus, otages et disparus
dans le monde**

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

1	LE BILAN EN BREF	p.3
2	NOTE MÉTHODOLOGIQUE	p.4
3	LES JOURNALISTES TUÉS	p.5
	3.1 En chiffres	p.5
	3.2 Les pays les plus meurtriers	p.8
	3.3 Près de la moitié des journalistes tués dans des pays en paix	p.10
	3.4 Des assassinats qui ont eu un retentissement mondial	p.11
	3.5 Cinq reporters tués à l'étranger	p.12
4	LES JOURNALISTES DÉTENUS	p.13
	4.1 En chiffres	p.13
	4.2 Les cinq plus grandes prisons du monde	p.14
	4.3 Des journalistes officiellement « libérés » toujours en prison ou la fin de l'État de droit	p.16
	4.4 Punis pour avoir enquêté sur le massacre de Rohingyas le cas des journalistes de Reuters en Birmanie	p.17
5	LES JOURNALISTES OTAGES	p.18
	5.1 En chiffres	p.18
	5.2 Les conflits moyen-orientaux, principaux pourvoyeurs d'otages	p.19
	5.3 Une monnaie d'échange pour les groupes armés radicaux	p.21
	5.4 Journalistes étrangers : les otages disparus	p.22
6	LES JOURNALISTES DISPARUS	p.23
7	LES RECOMMANDATIONS DE RSF	p. 24

A propos de RSF

Fondée en 1985, **Reporters sans frontières** œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux dans le monde et de correspondants dans 130 pays. Elle soutient concrètement les journalistes sur le terrain grâce à des campagnes de mobilisation, des aides légales et matérielles, des dispositifs et outils de sécurité physique (gilets pare-balles, casques, guide pratiques et assurances) et de protection digitale (ateliers de sécurité numérique). L'organisation est devenue aujourd'hui un interlocuteur incontournable pour les gouvernements et les institutions internationales et publie chaque année le Classement mondial de la liberté de la presse, devenu un outil de référence.

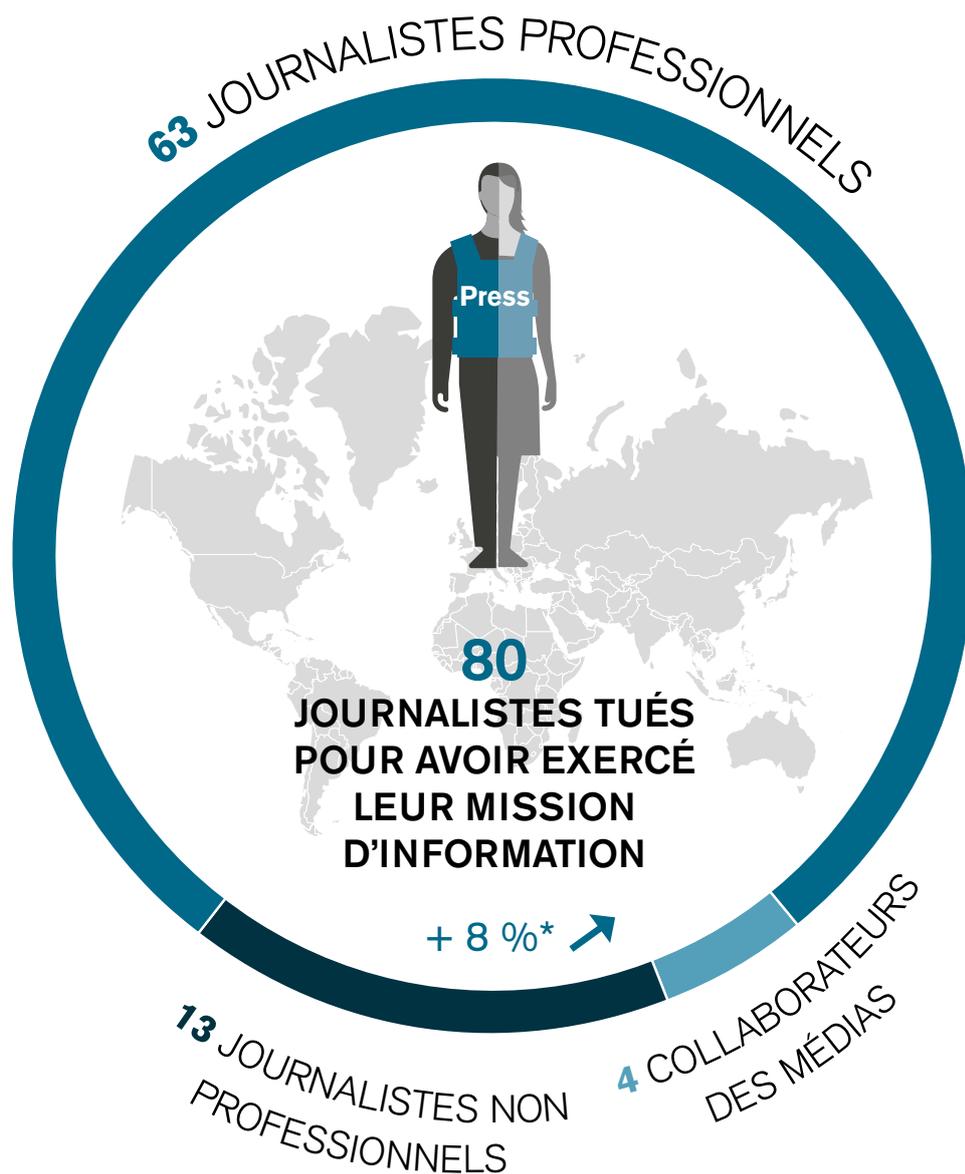
LE BILAN EN BREF



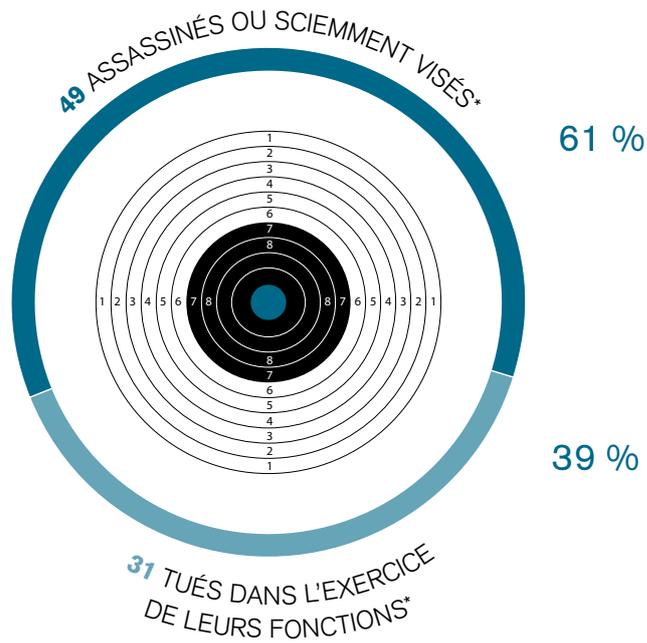
Le décompte total du bilan 2018 établi par Reporters sans frontières (RSF) intègre à la fois les journalistes professionnels et non professionnels ainsi que les collaborateurs de médias. Dans le détail, le bilan distingue autant que possible ces différentes catégories afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.

Établi chaque année depuis 1995 par RSF, le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données précises. RSF procède à une minutieuse collecte d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins une très forte présomption, que la détention, l'enlèvement, la disparition ou la mort d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession. Pour cette dernière catégorie, RSF fait la distinction, autant que possible, entre les journalistes ciblés délibérément et ceux tués en reportage. Les cas sur lesquels l'organisation n'a pas encore pu réunir les éléments nécessaires pour statuer avec rigueur sur le lien entre l'activité journalistique et l'exaction demeurent en investigation et ne sont donc pas comptabilisés dans ce bilan.

3.1 En chiffres



LES JOURNALISTES TUÉS

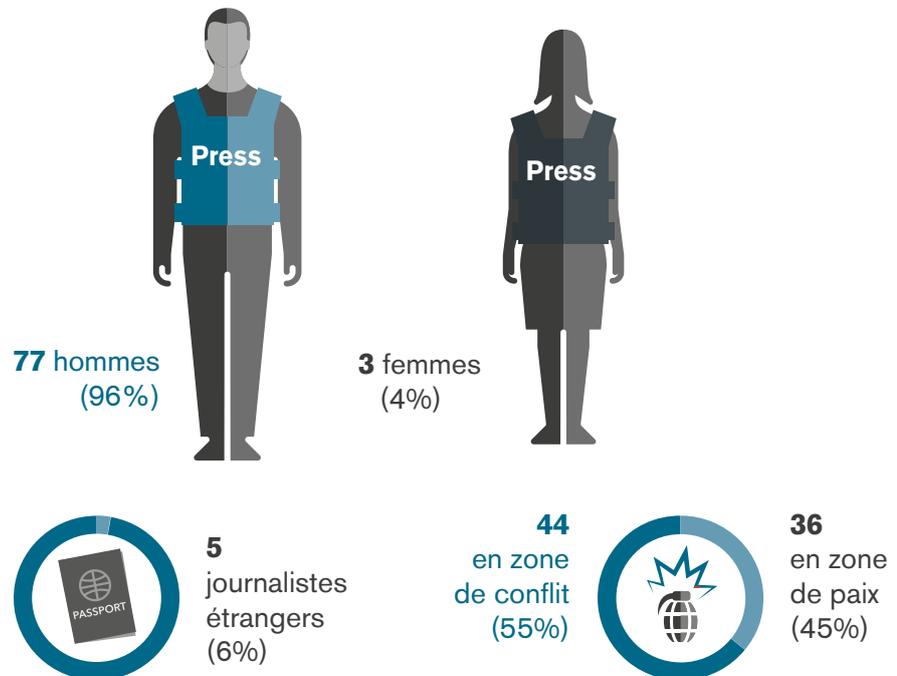


* ASSASSINÉS OU SCIEMMENT VISÉS :

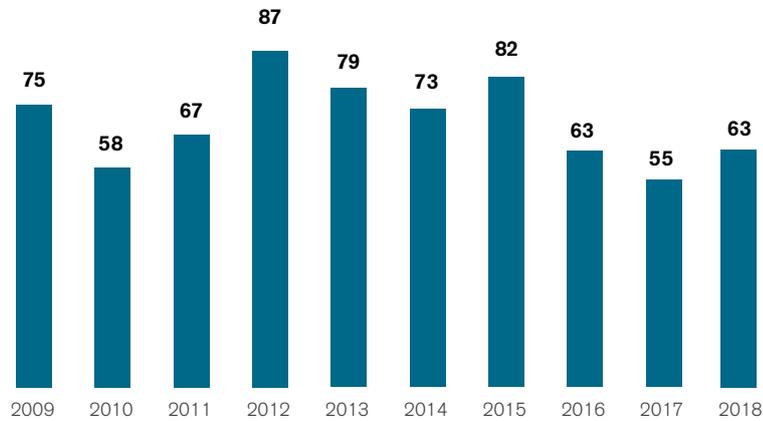
journalistes tués délibérément en raison de leur profession

* TUÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS :

journalistes tués sur le terrain sans avoir été visés en tant que tels



702 journalistes professionnels tués en 10 ans



Alors que 2017 avait été une année moins meurtrière que les précédentes pour les journalistes, 2018 inverse cette tendance, avec **80 journalistes** (incluant les professionnels et les non-professionnels ainsi que les collaborateurs de médias) tués dans le monde. Parmi eux, **63 journalistes professionnels** ont été tués en 2018 **contre 55 l'an dernier**, soit une **hausse de 15 %**. **Le nombre de journalistes non professionnels a lui aussi augmenté, 13 morts contre 7 l'an dernier**. Ces derniers jouent un rôle fondamental dans la production de l'information, notamment sous des régimes répressifs ou dans des pays en guerre, où il est plus difficile pour des journalistes professionnels d'exercer leur métier. A ces chiffres particulièrement alarmants, il convient d'ajouter plus d'une dizaine de cas en cours d'investigation par Reporters sans frontières.

Au total, **49 journalistes, soit 61%**, ont été assassinés, sciemment visés au motif que leurs enquêtes dérangeaient les intérêts de telles ou telles autorités politiques, économiques ou groupes religieux ou mafieux. Les cas des journalistes slovaque et saoudien, [Jan Kuciak](#), tué le 21 février et [Jamal Khashoggi](#), assassiné au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul le 2 octobre, illustrent la détermination de ceux qui veulent faire taire à tout prix les journalistes qui « dérangent ».

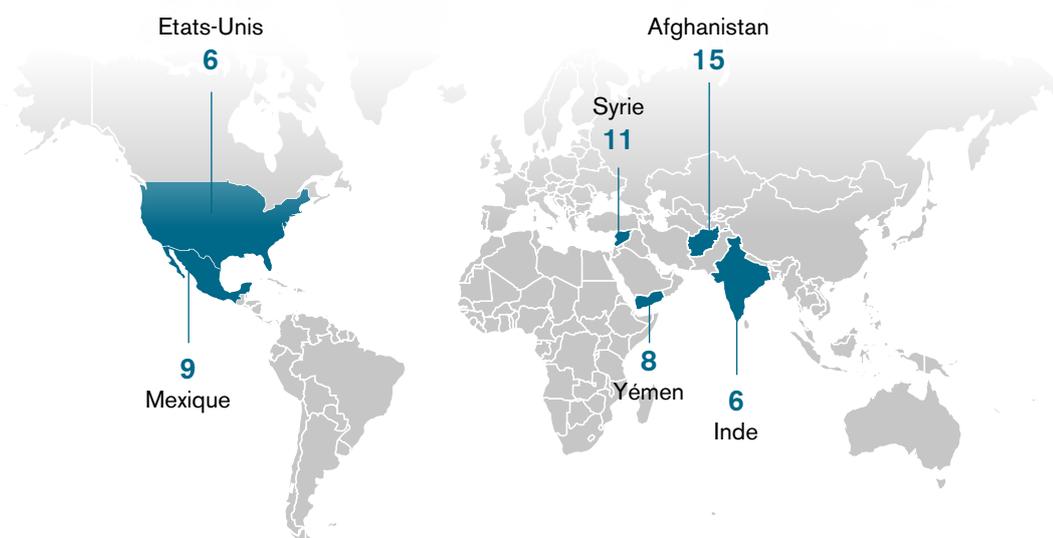


Jan Kuciak
© DR



Jamal Khashoggi
© DR

3.2 Les pays les plus meurtriers



Afghanistan

La hausse du nombre de journalistes tués cette année s'explique en partie par le nombre d'attentats contre la profession en Afghanistan. **Le pays devient, en 2018, le plus meurtrier avec 15 journalistes et collaborateurs des médias** qui ont perdu la vie dans ces attaques. Le 30 avril 2018, un double attentat à Kaboul tuait neuf journalistes, parmi lesquels le photographe de l'AFP [Sha Marai Fezi](#) et des reporters de *Radio Free Europe* et *Tolo News*. Cet attentat, revendiqué par le groupe Etat islamique, ciblait spécifiquement les médias. Il est considéré, non seulement comme le plus meurtrier contre la presse depuis la chute des Talibans en 2001, mais également comme **le plus important commis contre des journalistes depuis le massacre de Maguindanao en 2009 aux Philippines**, dans lequel au moins 32 journalistes avaient été tués. Le même jour, un dixième journaliste [Ahmad Shah](#), qui travaillait pour la BBC, était tué par balles par des inconnus, à Khost.

Syrie

Autre terrain de guerre, la **Syrie** où **11 journalistes**, tous Syriens, ont été victimes du conflit au cours de l'année. Parmi eux, deux journalistes professionnels, huit non-professionnels et un collaborateur de médias, quasi tous tués dans des bombardements. Une tendance à la baisse qui ne doit pas occulter les risques grandissants pris notamment par ces journalistes non-professionnels syriens pour témoigner du conflit.

Yémen

Au Yémen, huit journalistes ont été tués en 2018 contre deux l'an dernier. Le pays s'enfonce dans l'horreur de la guerre, les combats font rage malgré les appels internationaux à l'arrêt du conflit. L'ONU a récemment qualifié la situation au Yémen de « pire crise humanitaire au monde ». Quand ils ne meurent pas sous les bombes, les journalistes périssent dans les prisons, victimes de mauvais traitements. C'est le cas de [Anwar al Rakan](#), retenu captif par les Houthis pendant près d'un an. Libéré alors qu'il était à l'article de la mort, ce journaliste yéménite est décédé peu de temps après, le 2 juin. D'après le témoignage de sa famille, le journaliste a été épuisé physiquement par la faim, la torture et la maladie.

Irak

Pour la première fois depuis 2003, Reporters sans frontières ne recense aucun journaliste tué en Irak. Après trois ans de combats sanglants, les forces irakiennes ont réussi à reprendre le contrôle du pays, au prix d'une longue bataille mettant ainsi en déroute le groupe Etat islamique. La reprise de Mossoul et des autres points stratégiques du pays a signé l'arrêt des combats dans lesquels de nombreux journalistes avaient perdu la vie les années précédentes.

3.3 Près de la moitié des journalistes tués dans des pays en paix

Parmi les six pays les plus meurtriers au monde pour les journalistes, trois - l'Inde, le Mexique, et pour la première fois les Etats-Unis - sont des pays en paix. Et pourtant les journalistes y sont tués de sang-froid. Une nouvelle fois, **le Mexique est le pays en paix le plus meurtrier pour la profession, avec neuf journalistes assassinés** cette année.



Rubén Pat
© Source Facebook



José Guadalupe
Chan Dzib
© El Comercio/ Perú



Sandeep Sharma
© archives Twitter

Au Mexique, les prédateurs de la presse sont nombreux et les journalistes qui couvrent des sujets liés à la corruption de la classe politique (notamment locale) ou au crime organisé, sont régulièrement visés par des intimidations, des agressions, voire sont exécutés. L'impunité, due à la corruption généralisée qui règne dans le pays, atteint des niveaux records et alimente ce cercle vicieux de violence. Les mesures de protection attribuées aux journalistes menacés sont bien souvent insuffisantes et inefficaces. Le journaliste **Rubén Pat** a été abattu en pleine rue le 24 juillet, dans l'Etat du Quintana Roo. Il avait pourtant demandé un dispositif de sécurité urgent, après l'assassinat un mois auparavant de son collègue **José Guadalupe Chan Dzib**. Seuls un 'bouton de panique' et un GPS lui avaient été accordés. Le 21 septembre, **Mario Leonel Gómez Sánchez** a lui aussi été abattu en pleine rue par des individus à moto dans l'État de Chiapas. La veille, les membres du Mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes avaient annoncé une nouvelle réduction de ses ressources financières allouées par le gouvernement.

Les journalistes en Inde travaillent eux aussi la peur au ventre. **Six d'entre eux ont été assassinés cette année**, sans compter les nombreuses tentatives d'assassinats, agressions et menaces dont ils font régulièrement l'objet. Les campagnes de haine et les appels au meurtre contre eux sont légion, alimentés sur les réseaux sociaux par des armées de trolls, proches de la droite nationaliste hindoue. La barbarie dont font preuve les meurtriers de ces journalistes est sans limite. Le 25 mars, deux journalistes - **Navin Nischal et Vijay Singh** - ont été tués dans l'Etat de Bihar, en Inde de l'Est, percutés volontairement par un 4x4 conduit par le chef d'un village, en représailles aux articles écrits par les deux journalistes. Le même jour, **Sandeep Sharma** était tué, écrasé sciemment par un camion-benne dans l'Etat central du Madhya Pradesh. Le journaliste enquêtait sur la mafia du sable. En trois ans, au moins six journalistes ont été assassinés par cette mafia qui tire profit de ses activités illégales d'exploitation de mines.

Cette année, **les Etats-Unis** font une triste entrée parmi les pays plus meurtriers au monde avec **6 journalistes tués**. Le pays a été frappé par une **fusillade meurtrière contre la rédaction du « Capital Gazette »**, un média local à Annapolis, dans le Maryland, le 28 juin dernier. Cinq employés dont quatre journalistes ont été abattus. L'homme qui a ouvert le feu sur les employés du quotidien harcelait depuis six ans la rédaction du journal sur Twitter. **Jamais encore une attaque de cette ampleur contre un média ne s'était encore produite dans le pays**. Deux autres journalistes qui couvraient les ravages provoqués par la tempête Alberto en mai dernier ont trouvé la mort dans les fortes intempéries lors de leur reportage en Caroline du Nord.

Capital Gazette

3.4 Des assassinats qui ont eu un retentissement mondial

Jamal Khashoggi (Arabie saoudite)

L'assassinat du journaliste et dissident saoudien **Jamal Khashoggi** dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, le 2 octobre a provoqué un tollé international. Porté disparu jusqu'à ce que les autorités saoudiennes reconnaissent son meurtre, [Jamal Khashoggi a été tué](#) par strangulation, puis démembré, selon les autorités turques. L'opération aurait été menée par un commando envoyé d'Arabie saoudite et reparti le jour même. Ce journaliste, exilé aux Etats-Unis, était venu au consulat pour des démarches administratives en vue de son futur mariage. Cet assassinat a mis en lumière la nature effroyable du régime saoudien et de la politique ultra-répressive du prince héritier Mohammed ben Salmane. Plus de 160 ONG, parmi lesquelles RSF, ont demandé au secrétaire général des Nations unies d'initier une enquête internationale indépendante pour faire la lumière sur ce meurtre.



Yaser Murtaja
© Middle East Monitor

Yaser Murtaja et Ahmed Abu Hussein (Palestine)

Le 6 avril dernier, **le journaliste palestinien Yasser Murtaja** succombait à ses blessures, après avoir été touché par des tirs de l'armée israélienne pendant l'une des manifestations organisées dans le cadre de « la marche du retour » à la frontière avec Israël. Yasser Murtaja, 30 ans, était pourtant clairement identifié comme journaliste sur le terrain. Deux semaines plus tard, un autre journaliste palestinien **Ahmed Abu Hussein**, âgé de 25 ans, décédait lui aussi de ses blessures après avoir été touché par une balle lors d'une manifestation à la lisière de la bande de Gaza et de la frontière israélienne. D'après des témoins, le journaliste qui se trouvait à 700 mètres de la frontière, dans une zone calme, s'est effondré après avoir été la cible d'un tir manifestement délibéré.



Ahmed Abu Hussein
© Chronique de Palestine

Jan Kuciak (Slovaquie)

Quatre mois après l'assassinat de la journaliste maltaise **Daphne Caruana Galizia** (16 octobre 2017), l'Europe a de nouveau été frappée au coeur avec l'assassinat du journaliste d'investigation slovaque Jan Kuciak et de sa compagne, le 21 février 2018. Considéré à 27 ans comme un journaliste chevronné, Jan Kuciak menait des enquêtes sur l'implantation dans son pays de la puissante mafia italienne 'Ndrangheta et la manière dont cette organisation criminelle aurait réussi à détourner une partie des aides agricoles versées par l'Union européenne à la Slovaquie. Plusieurs suspects ont été arrêtés en octobre, dont le présumé commanditaire de l'assassinat, une femme de 44 ans surnommée Alena Zs, proche de l'homme d'affaires slovaque à la réputation sulfureuse, Marián Kočner. Des liens pour le moins troublants quand on sait que Jan Kuciak enquêtait sur plusieurs affaires dans lesquelles était impliqué ce businessman. [La mafia, présente dans de nombreux pays européens, est aujourd'hui l'une des pires menaces pour les journalistes d'investigation.](#)



Viktoria Marinova
© YouTube

Un deuxième cas d'assassinat cette année en Europe toujours en cours d'investigation

Le corps de [Viktoria Marinova](#), 30 ans, présentatrice sur une chaîne locale dans le nord de la Bulgarie, a été découvert le 6 octobre 2018 dans un parc de la ville de Ruse. La jeune femme a été frappée, étranglée et violée, selon les autorités qui ont précisé que toutes les pistes étaient explorées, y compris la piste professionnelle. L'ultime émission de Viktoria Marinova présentait un reportage des journalistes du site d'investigation *Bivol*, consacré à une gigantesque suspicion de fraude liée au détournement de fonds européens impliquant des hommes d'affaires et des élus. Viktoria Marinova a-t-elle été exécutée pour l'exemple ? Aucune hypothèse n'est pour l'heure écartée.

3.5 Cinq reporters tués à l'étranger

En 2018, 75 journalistes ont été tués dans leur pays d'origine. Cinq autres ont été assassinés alors qu'ils effectuaient un reportage à l'étranger.

En Centrafrique, les zones d'ombre autour de l'assassinat de trois journalistes russes freelances le 31 juillet sont encore nombreuses. [Orhan Djemal](#), [Kirill Radtchenko](#) et [Alexandre Rasstorgouïev](#) ont été tués par un groupe d'hommes armés non-identifiés, alors qu'ils enquêtaient sur la présence de mercenaires appartenant à Wagner, une société militaire privée russe également connue pour ses activités en Syrie. Leur fixeur n'a toujours pas été identifié. Quant aux autorités russes et centrafricaines qui mènent l'enquête, elles n'ont pour l'heure fourni aucune information permettant d'identifier les auteurs de ce triple assassinat.



Orhan Djemal
© Caucasian Knot



Kirill Radtchenko
© AnnaNews



Alexandre Rasstorgouïev
© The Guardian



Javier Ortega
© RFI

En Colombie, deux journalistes équatoriens [Javier Ortega](#) et [Paul Rivas](#), travaillant pour le quotidien *El Comercio*, ainsi que leur chauffeur, [Efrain Segarra](#), ont été tués, après avoir été enlevés, le 26 mars, par un groupe dissident des FARC. Ils réalisaient un reportage à Mataje, dans la province d'Esmeraldas, une zone située à quelques kilomètres de la frontière colombienne, théâtre d'affrontements réguliers entre narcotrafiquants et autorités depuis janvier 2018. Le 12 avril, le président équatorien, Lenin Moreno, a confirmé la mort des trois hommes après que des photos des corps sans vie de l'équipe de reportage ont circulé sur les réseaux sociaux.

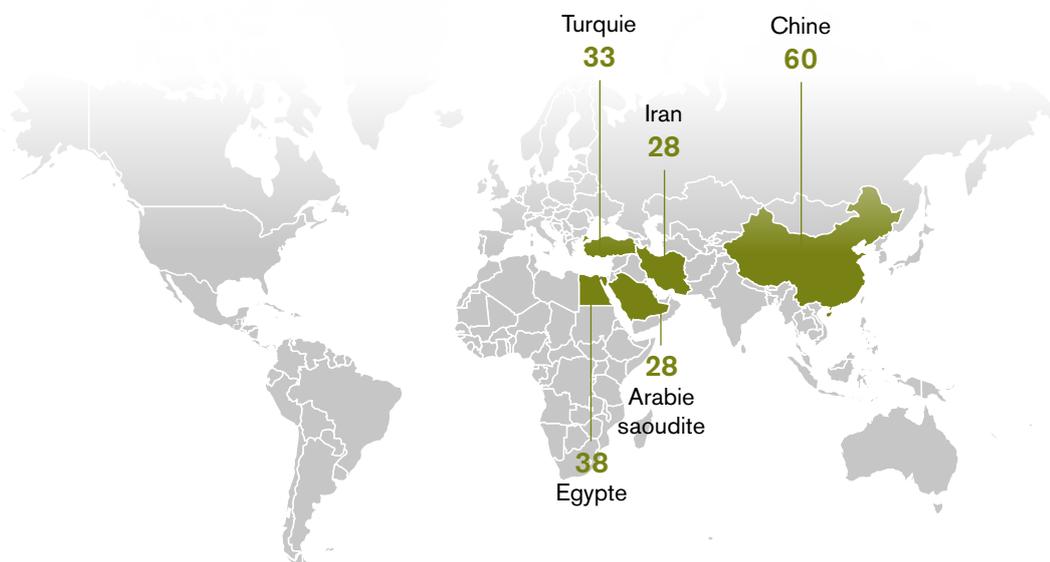
LES JOURNALISTES DÉTENUS

4.1 En chiffres



Cette année, **348 journalistes sont en détention dans le monde pour avoir exercé leur mission d'information**. C'est plus qu'en 2017 où RSF comptabilisait 326 journalistes derrière les barreaux, soit une hausse de près de 7 %. Si le nombre de journalistes professionnels détenus a baissé par rapport à l'an dernier, 179 contre 202 en 2017, **le nombre de journalistes non professionnels emprisonnés a lui fortement augmenté : 150 contre 107 en 2017, soit une hausse de 40 %**. Après avoir verrouillé la presse traditionnelle, des pays comme la Chine, l'Égypte, l'Iran ou bien encore l'Arabie saoudite perfectionnent leur système répressif, à coups notamment de « cyber-lois » pour mieux traquer les auteurs d'informations en ligne.

4.2 Les cinq plus grandes prisons du monde



Comme l'an dernier, plus de la moitié des journalistes détenus à travers le monde le sont dans seulement cinq pays.

La Chine reste la plus grande prison du monde avec 60 journalistes détenus dont les trois quarts (46) sont des non-professionnels qui essaient de pallier à une presse traditionnelle de plus en plus verrouillée. Avec le durcissement de la réglementation concernant internet, ces journalistes sont emprisonnés, dans des conditions souvent inhumaines, pour un simple post ou un billet d'information sur les réseaux sociaux ou une messagerie privée. Censure, surveillance, arrestations et détentions arbitraires sont le lot des journalistes qui oseraient s'affranchir de la ligne officielle. De nombreux détenus sont victimes de mauvais traitements et pour certains d'actes de torture. **RSF a recensé au moins dix journalistes non professionnels en danger de mort dans les geôles chinoises**, parmi lesquels [Ilham Tohti](#), nommé au prix Sakharov 2016, condamné à la prison à vie et [Huang Qi](#), Prix RSF 2004, détenu sans procès depuis plus de deux ans.

En Iran aussi, les journalistes non-professionnels (plus des deux tiers des détenus) payent le prix de l'acharnement des autorités iraniennes contre l'information indépendante. Ces journalistes, actifs sur les réseaux sociaux et qui sont aujourd'hui au cœur du combat pour une information libre et un changement politique en Iran, sont la cible privilégiée des gardiens de la révolution. Autre cible de choix pour le régime : les minorités religieuses qui oseraient informer et publier. Le 19 février, [12 journalistes ont été raflés en une nuit](#). Tous appartiennent au même média, *Majzooban Nor*, seule source d'information indépendante de la communauté des derviches Gonabadi en Iran, une minorité persécutée par le régime. Certains d'entre eux sont portés disparus dans les geôles iraniennes. Aucune information ne filtre sur eux.



Jamal Khashoggi a été assassiné parce qu'il était devenu une voix critique du régime de Riyad. **Au moins 28 autres journalistes, éditorialistes et blogueurs sont actuellement emprisonnés en Arabie saoudite pour les mêmes raisons** : leurs articles ou leurs posts dérangent l'ordre établi. Certains ont été arrêtés il y a plusieurs années, sous le règne du roi Salmane d'Arabie ou de son prédécesseur le roi Abdallah, comme le [blogueur Raif Badawi, condamné en 2012 à 10 ans de prison et 1000 coups de fouet pour « insulte à l'islam »](#). D'autres sont victimes de la récente répression lancée à l'automne 2017 par le prince héritier Mohammed Ben Salmane comme la célèbre blogueuse, militante des droits des femmes, [Eman al Nafjan](#). La plupart des journalistes arrêtés sont en détention provisoire et attendent encore d'être jugés. Mais quand la sentence tombe, elle peut être terrible : l'intellectuel religieux et blogueur [Salman al Awdah](#) a été condamné à mort en septembre 2018. Un autre journaliste, le poète **Fayez Ben Damakh**, a tout simplement disparu. Sa trace se perd en septembre 2017 alors qu'il était sur le point de lancer une chaîne d'information au Koweït. La presse locale affirme qu'il a été extradé vers l'Arabie saoudite et emprisonné...



En Egypte, la chasse aux journalistes, notamment professionnels, se poursuit. Les cas d'arrestations et de détentions arbitraires sont légion et les journalistes qui croupissent en prison dans l'attente de leur procès ne cessent d'augmenter. Sur 38 journalistes actuellement détenus, 30 attendent encore d'être jugés. Certains, comme [Hisham Gaafar](#), sont maintenus en détention provisoire depuis plus de 3 ans, sans charges officielles. [Mahmoud Hussein Gomaa](#), journaliste d'Al-Jazeera, attend lui aussi depuis deux ans d'être jugé. D'autres comme le photjournaliste **Shawkan** aurait dû sortir de prison en septembre, mais est toujours maintenu en détention. Ubuesque également, le sort d'[Ismail Alexandrani](#) qui ne sait toujours pas si il a été jugé et condamné ou non à 10 ans de prison par la justice militaire totalement opaque.



Livrée à l'arbitraire, **la Turquie** reste la plus grande prison du monde pour les professionnels des médias. La baisse du nombre de détenus par rapport à l'an dernier n'est qu'un trompe-l'œil : à l'image de **Şahin Alpay, Ahmet Şık, Murat Sabuncu** ou encore **Çağdaş Erdoğan**, de nombreux journalistes ont été remis en liberté conditionnelle dans l'attente de leur procès ou de leur jugement en appel. Certains pourraient donc retourner en prison très prochainement. Après de longues périodes de détention provisoire, 2018 aura été l'année des verdicts : plus de 80 journalistes ont été condamnés à des peines de prison ou des amendes pour des motifs aussi divers que « propagande terroriste », « dénigrement de l'identité turque » ou « insulte envers le chef de l'Etat ». Ces verdicts atteignent parfois des sommets d'inhumanité : [Ahmet Altan, Mehmet Altan et Nazlı Ilıcak](#), respectivement âgés de 68, 65 et 74 ans, ont été condamnés en février à la prison à vie dans des conditions d'isolement renforcées, sans possibilité de permission ni d'amnistie. La succession des procès kafkaïens, qui voient des journalistes accusés de « terrorisme » pour un mot ou un contact, contribue à répandre une chape de plomb sur la société turque.

Le bilan de RSF repose sur une méthodologie rigoureuse qui vise à établir au cas par cas le lien entre la détention et l'exercice du journalisme. Parmi la centaine de journalistes détenus en Turquie, RSF est actuellement en mesure d'affirmer qu'au moins 33 le sont pour des raisons professionnelles. De nombreux autres cas sont actuellement en cours d'investigation.

4.3 Des journalistes officiellement « libérés » toujours en prison ou la fin de l'état de droit

Cette année, plusieurs journalistes ont été maintenus en détention alors que la justice avait acté leur remise en liberté. Certains sont sortis après des mois d'obstacles, d'autres sont toujours derrière les barreaux. Dans tous les cas, les autorités usent de prétextes fallacieux pour retarder ou empêcher la libération de ces prisonniers, quitte à remettre en cause les décisions de justice de leur propre pays.



Mahmoud Abou Zeid
© The Independent

Shawkan (Egypte)

Le 8 septembre, la justice égyptienne a condamné **Mahmoud Abou Zeid**, plus connu sous le nom de **Shawkan** à une peine de 5 ans de prison. En détention depuis plus de cinq ans, le jeune photojournaliste aurait dû recouvrer la liberté, après de longues années de calvaire en détention. Pourtant, trois mois plus tard, Shawkan est toujours derrière les barreaux, au motif qu'il n'aurait pas payé son amende. De leurs côtés, les autorités égyptiennes affirment ne pas être en mesure de définir le montant de l'amende pour cause d'encombrement administratif. Une situation kafkaïenne qui n'a pour but que de maintenir la pression sur ce journaliste, Prix Unesco pour la liberté de la presse et figure de la répression arbitraire des autorités égyptiennes. Selon l'avocat de Shawkan, le parquet a même décidé de lui infliger un prolongement de détention de 6 mois, ce qui ne lui permettrait pas de sortir de prison avant mi-février 2019. Le journaliste avait été arrêté le 14 août 2013, alors qu'il s'apprêtait à couvrir la sanglante dispersion d'un sit-in en soutien aux Frères musulmans déchus au Caire.



Mohamed Cheikh
Ould Mohamed
© Human Rights Watch

Mohamed Cheikh Ould Mohamed (Mauritanie)

Alors qu'il aurait dû recouvrer la liberté depuis plus d'un an, le blogueur mauritanien **Mohamed Cheikh Ould Mohamed**, condamné à la peine de mort pour apostasie en 2014, peine commuée à deux ans de prison le 9 novembre 2017, est toujours détenu dans un lieu secret. Pour justifier de son maintien en détention, les autorités ont dans un premier temps prétexté craindre pour sa sécurité après que des manifestations hostiles au blogueur ont eu lieu dans les rues de Nouakchott. Dès le 16 novembre, une nouvelle

LES JOURNALISTES DÉTENUS

loi était approuvée, qui punissait de mort sans possibilité de repentir la diffamation religieuse. Cette loi, en théorie non rétroactive, pourrait bien servir de moyen pour justifier du maintien en détention de Mohamed Cheikh Ould Mohamed.



Mehmet Altan
© DW



Şahin Alpay
© Milliyet

Mehmet Altan et Şahin Alpay (Turquie)

La libération des journalistes turcs [Mehmet Altan et Şahin Alpay](#), aura été semée d'embûches, illustrant la fin de l'État de droit dans le pays. Le 11 janvier, la Cour constitutionnelle avait suscité l'espoir en déclarant « inconstitutionnelle » la détention provisoire des deux journalistes et ordonnait leur remise immédiate en liberté. Mais les tribunaux d'Istanbul ont défié la juridiction suprême et refusé de les remettre en liberté. Deux mois plus tard, et malgré la condamnation de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'Homme, la justice turque continuait de faire la sourde oreille. Şahin Alpay n'est sorti de prison, en mars, que pour être assigné à résidence. Ce n'est qu'en mai qu'il a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, tout comme Mehmet Altan en juin. Mais tous deux, condamnés, pourraient retourner en prison si leur peine est confirmée en cassation.

4.4 Punis pour avoir enquêté sur le massacre de Rohingyas, le cas des journalistes de Reuters en Birmanie



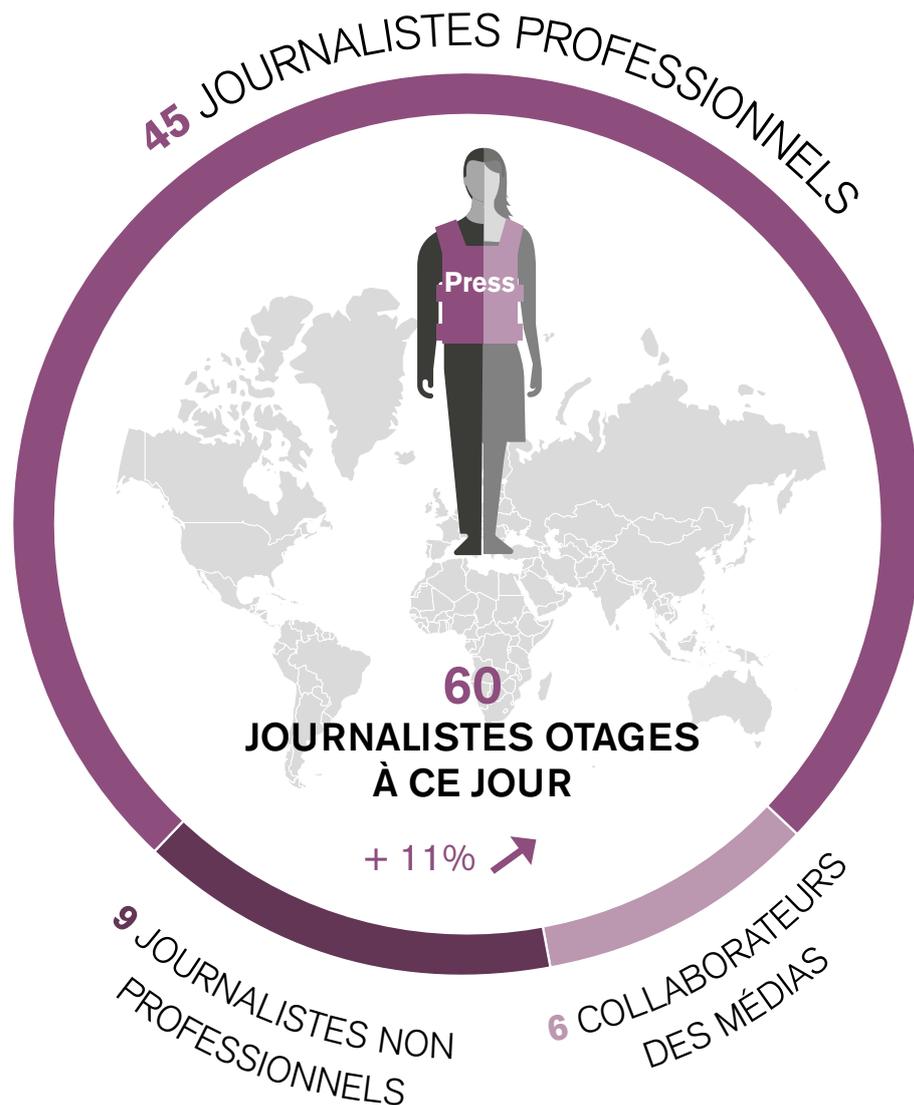
Kyaw Soe Oo
© Committee to Protect Journalists



Wa Lone
© New Indian Express

Arrêtés le 12 décembre 2017, les deux journalistes birmans de l'agence *Reuters*, **Kyaw Soe Oo** et **Wa Lone**, ont été [condamnés le 3 septembre, à sept ans de prison](#) par un tribunal de Rangoon, malgré une mobilisation internationale très forte. Leur crime ? « Atteinte aux secrets d'Etat », selon le verdict. Ils avaient en réalité mené une enquête sur un massacre de civils rohingyas, qui s'était déroulé en septembre 2017, par des militaires birmans, dans le village d'Inn Dinn, dans le nord de l'Etat de l'Arakan. Le massacre sur lequel avait porté l'enquête des deux reporters de Reuters a été reconnu par l'armée, et sept militaires ont été condamnés pour cela à dix ans de prison. Durant les audiences préliminaires, un agent de police a avoué que ses supérieurs avaient monté une machination pour remettre des documents prétendument confidentiels aux deux journalistes et les arrêter dans la foulée. C'est seulement sur cette preuve, totalement fabriquée, que repose le verdict de ce procès. Les deux journalistes ont fait appel.

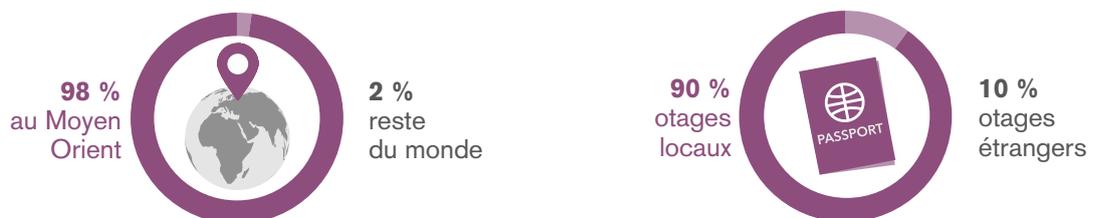
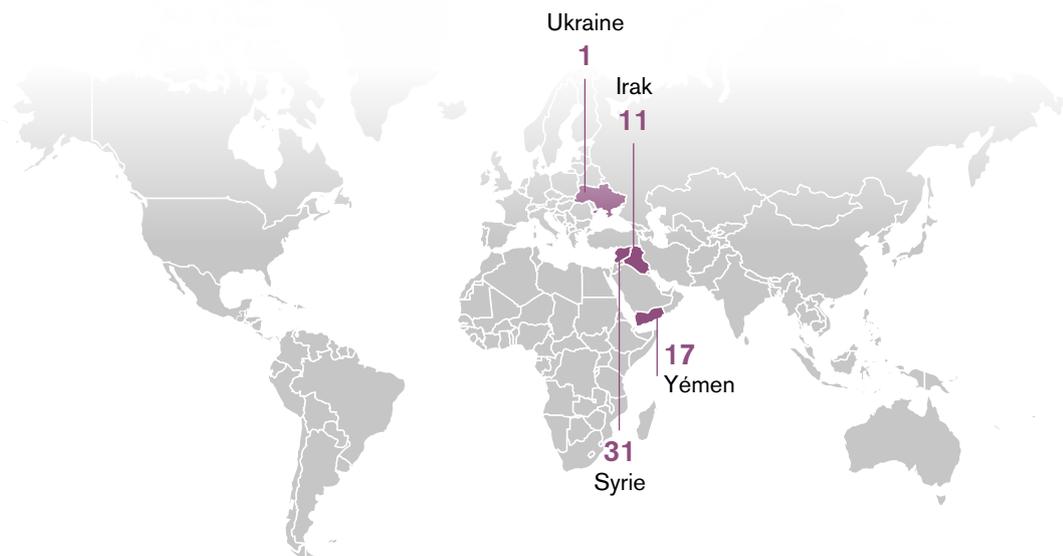
5.1 En chiffres



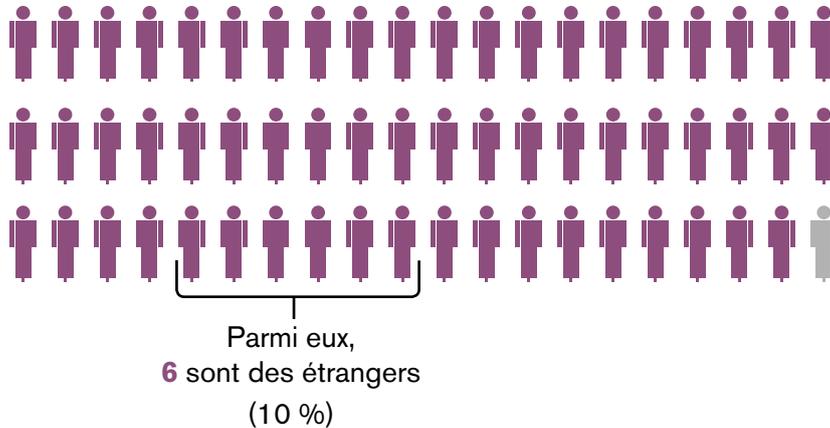
Au moins 60 journalistes sont actuellement otages dans le monde, contre 54 l'année dernière, soit une hausse de 11%. Outre six journalistes étrangers enlevés en Syrie, tous les autres otages sont des locaux, qui travaillent généralement à leur compte dans des conditions précaires et extrêmement risquées. Ces journalistes locaux sont souvent les derniers témoins de conflits meurtriers, devenus quasiment inaccessibles pour les médias étrangers.

Journaliste otage : RSF considère qu'un journaliste est otage à partir du moment où il se trouve entre les mains d'un acteur non étatique qui menace de le tuer, de le blesser ou de continuer de le détenir afin de faire pression sur une tierce partie (un Etat, une organisation ou un groupe de personnes) dans le but de la contraindre à accomplir un acte particulier. La prise d'otage peut avoir un mobile politique ou/et économique, lorsqu'elle implique le versement d'une rançon.

5.2 Les conflits moyen-orientaux, principaux pourvoyeurs d'otages



59 journalistes sur 60 sont retenus otages au Moyen-Orient.



La prise d'otage de journalistes reste une constante des conflits moyen-orientaux. Sur les 60 cas de journalistes ou collaborateurs de médias enlevés, 59 l'ont été dans seulement trois pays de cette région du monde : la Syrie, l'Irak et le Yémen. Pour les groupes armés qui sévissent dans ces zones de conflits, **les enlèvements de journalistes sont aussi bien une source de financement, grâce aux rançons, qu'un moyen de faire régner la terreur** et d'obtenir une allégeance totale des observateurs potentiels.

En Syrie, à la faveur d'une amnistie, le groupe djihadiste Haya Tahrir al Sham (HTS) a libéré en juin 2018 un des journaliste locaux qu'il retenait depuis six mois, mais **avec sept nouveaux enlèvements comptabilisés sur l'ensemble du territoire, le nombre total d'otages en Syrie s'élève désormais à 31**, ce qui contribue à faire de ce pays la pire usine à otage pour journalistes.

Aucune libération en revanche n'a été enregistrée en Irak : 11 journalistes sont toujours retenus, bien que la fin de la guerre contre l'État islamique ait été officiellement proclamée fin 2017 après trois ans de combats. L'absence de nouvelles sur leur sort fait craindre le pire.

Quant au Yémen, qui s'enlise depuis 2015 dans une guerre civile attisée par les rivalités régionales, la pratique de l'enlèvement, couramment utilisée dans le pays, a visé de nouveaux journalistes cette année : 17 d'entre eux sont actuellement illégalement détenus, contre 12 en 2017.

5.3 Une monnaie d'échange pour les groupes armés radicaux

Les principaux preneurs d'otages



Le groupe Etat islamique reste le principal preneur d'otages de journalistes de la région moyen-orientale, suivi par les Houthis au Yémen qui détiennent à eux seuls 16 journalistes. Deux d'entre eux ont été enlevés au mois d'octobre 2018 à Hodeïda, une ville portuaire stratégique où se déroulent de violents combats depuis l'été. Les 14 autres sont retenus à Sanaa, la capitale yéménite qui est tombée il y a quatre ans sous le contrôle de la milice houthie. C'est dans cette ville que 10 journalistes sont privés de liberté depuis 2015, que trois autres ont été enlevés cette année et qu'un dernier est détenu depuis un an, après avoir été échangé contre son père, **Yahya al Jubeihy**. Ce journaliste yéménite reconnu avait été kidnappé en avril 2016 par les Houthis après avoir refusé de leur prêter allégeance et d'écrire des articles pour eux. Après avoir été condamné à mort en avril 2017 pour collusion avec l'Arabie saoudite, qualifiée d'Etat ennemi, son fils, **Hamza al Jubeihy**, également collaborateur occasionnel du site *Tagheer.net*, a été arrêté pour permettre sa libération.

Au Yémen toujours, Al Qaïda détient également un otage dans la province de l'Hadramaout. Le correspondant de la chaîne *Al Yemen al Youm*, **Mohammed Al Moqri**, couvrait des manifestations anti-Al Qaïda dans la ville d'Al Mukalla quand il a été enlevé. Depuis que le groupe islamique a perdu le contrôle de la région, personne n'a eu de ses nouvelles et ne sait où il pourrait être détenu.

Les groupes armés islamistes radicaux s'avèrent être de redoutables ravisseurs de journalistes également en Syrie. Outre Daesh, qui a enlevé un total de 24 journalistes en Syrie et en Irak, le groupe djihadiste Haya Tahrir al Sham (HTS), né en 2017 de la fusion de six groupes rebelles islamistes syriens, détient deux journalistes dans la région d'Idlib, dans le nord-ouest du pays. Quatre collaborateurs de médias sont eux aux mains d'une brigade de l'Armée syrienne libre (ASL) soutenue par la Turquie, et seraient désormais détenus dans la région de la frontière turco-syrienne. Deux journalistes sont également retenus par les rebelles kurdes dans la région de Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, dont l'un depuis maintenant quatre ans.

Loin de la ligne de fracture moyenne-orientale, sur le continent européen, **en Ukraine, ce sont les forces séparatistes, soutenues par la Russie, qui arrêtent les voix qui dérangent les « républiques » auto-proclamées du Donbass, devenues des trous noirs de l'information.** Depuis le 2 juin 2017, le journaliste ukrainien [Stanislaw Asseïev](#), qui travaillait notamment pour le service local de *Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE/RL)* et plusieurs journaux ukrainiens, se trouve aux mains des autorités auto-proclamées de la « République populaire de Donetsk » (DNR) qui l'accuse d'être un espion. Ce n'est qu'après plus d'un an de détention, qu'il est apparu pour la première fois sur la chaîne d'Etat russe Rossiya 24. Ses « aveux » d'espionnage diffusés au mois d'août 2018 font craindre le pire pour son intégrité physique et psychologique.

5.4 Journalistes étrangers : les otages disparus

En octobre 2018, le journaliste japonais indépendant [Junpei Yasuda a retrouvé la liberté après plus de trois ans de captivité en Syrie.](#) Depuis le mois d'avril 2014 qui avait été marqué par la libération de quatre journalistes français, aucun autre reporter étranger otage n'avait encore été sorti de l'enfer syrien. Cette libération porte désormais à six le nombre de journaliste étrangers encore retenus en Syrie.



Austin Tice
© Tice family

Tout récemment, le gouvernement américain a estimé que le collaborateur du *Washington Post* et d'*Al Jazeera English*, [Austin Tice](#), enlevé en 2012, et qui n'est plus aujourd'hui aux mains d'un groupe islamiste armé, était encore vivant et que tout était fait pour assurer son retour rapide aux Etats-Unis. De son côté, la Fondation sud-africaine Gift of the Givers expliquait en août dernier n'avoir pas été en mesure de verser la rançon exorbitante réclamée par les ravisseurs du [photographe Shiraz Mohamed qui travaillait pour elle et qui avait été enlevé près de la frontière turque au tout début de l'année 2017.](#) Cependant, l'organisation gardait l'espoir d'une libération prochaine.

Mis à part ces deux cas, aucune nouvelle, aucune preuve de vie récente pour les autres journalistes kidnappés. L'absence d'information est d'autant plus inquiétante que la situation en Syrie a considérablement changé depuis un an.

[Bachar al-Kadumi](#), journaliste palestinien-jordanien de la chaîne *Al-Hurra* a disparu courant août 2012 dans la région d'Alep, qui est désormais contrôlée par les forces loyales au président Bachar Al Assad. Quant au journaliste mauritanien **Ishak Moctar** et au caméraman libanais **Samir Kassab** qui travaillaient pour la chaîne *Sky News Arabia*, enlevés en octobre 2013, ils auraient été vus vivants six mois plus tard dans la province de Raqqa. Le reporter britannique [John Cantlie](#), enlevé en novembre 2012 puis instrumentalisé par ses ravisseurs pour servir de propagandiste est, lui, apparu pour la dernière fois dans une vidéo enregistrée à Mossoul en décembre 2016. Depuis plus rien, si ce n'est que ces deux villes qui servaient respectivement de fief au groupe Etat islamique en Syrie et en Irak sont aujourd'hui des tas de ruines après des combats et des bombardements d'une rare intensité. Le temps du califat qui s'étendait à travers la Syrie et l'Irak est révolu, mais leurs derniers otages ne sont toujours pas réapparus.



John Cantlie
© Minute News

Trois journalistes ont été portés disparus au cours de l'année 2018

Si les deux journalistes portés disparus l'année dernière au Pakistan et au Bangladesh ne le sont plus à ce jour, RSF a enregistré trois nouveaux cas de disparition au cours de l'année 2018, dont deux en Amérique latine et un en Russie.

RSF considère qu'un journaliste est porté disparu lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée.



Agustín Silva Vázquez
© fge.oaxaca.gob.mx

Agustín Silva Vázquez, porté disparu depuis le 21 janvier 2018 au Mexique.

Le journaliste mexicain **Agustín Silva Vázquez**, âgé de 22 ans, et qui travaillait pour la rubrique policière du quotidien *El Sol del Istmo* dans l'Etat de Oaxaca, dans le sud du pays, a été vu pour la dernière fois le 21 janvier 2018 dans la municipalité de Matias Romero. Quelques jours avant de disparaître, il avait couvert une opération militaire menant à la saisie d'armes et à l'arrestation de trois personnes dans la région. Selon le père du journaliste, un individu, se présentant comme l'avocat des hommes arrêtés, avait demandé à Agustín de témoigner en leur faveur. Celui-ci avait refusé de collaborer.



Vladjimir Legagneur
© Press Lakay

Vladjimir Legagneur, porté disparu depuis le 14 mars 2018 en Haïti.

Le 14 mars 2018, [le photographe indépendant haïtien Vladjimir Legagneur, âgé de 30 ans](#), quittait son domicile pour réaliser un photoreportage à Grand-Ravine, dans le quartier de Martissant, l'une des zones les plus pauvres et violentes de la capitale Port-au-Prince. Il n'en est jamais revenu. Quelques jours après sa disparition, la police annonçait avoir trouvé des ossements humains dans un terrain vague proche de la zone où le photographe avait été vu pour la dernière fois. Malgré l'insistance de sa famille et des associations de journalistes locales, les résultats des tests ADN effectués par la police sur ces ossements n'ont jamais été rendus publics. Depuis ni la police, ni la justice haïtienne n'ont annoncé d'avancées dans l'enquête.



Leonid Makhinia
© DR

Leonid Makhinia, porté disparu depuis le 7 juin 2018 en Russie.

[Le rédacteur en chef du site d'information local Volgogradsky reporter, Leonid Makhinia, 35 ans, a disparu le 7 juin 2018 à Volgograd](#), dans le sud-ouest de la Russie. Il n'a plus donné de signe de vie depuis une conversation téléphonique avec son épouse, qui n'avait rien noté d'anormal, ce matin-là. *Volgogradsky reporter* est un média indépendant qui publie régulièrement des articles critiques à l'encontre des autorités locales. Les recherches pour retrouver le journaliste étant restées infructueuses, le Comité d'enquête local a ouvert une enquête pour « homicide » en juillet 2018, qui n'a pour l'instant rien donné.

LES ACTIONS DE RSF

- > Depuis l'adoption de la résolution 2222 du Conseil de sécurité de l'ONU, en mai 2015, RSF coordonne la campagne **#ProtectJournalists** pour la nomination d'un Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies à la protection des journalistes, soutenue par un nombre croissant d'États, 130 médias, organisations et syndicats dans le monde. Ce mouvement a d'ores et déjà permis que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, fasse nommer 14 points focaux en charge de la sécurité des journalistes dans des agences et institutions de l'ONU.



- > RSF fournit aussi un soutien aux journalistes, médias et organisations locales par ses actions de protection, d'assistance juridique et de renforcement des capacités.
- > Elle informe au quotidien sur les exactions subies par les journalistes et les dénonce publiquement.



- > Dans un contexte de plus en plus difficile pour les journalistes et le journalisme, elle développe des propositions visant à changer la donne. La plus récente : [l'initiative pour un Pacte sur l'information et la démocratie](#) qui propose notamment l'instauration d'un droit à l'information fiable, la qualification en tant que bien commun de l'humanité de l'espace global de l'information et de la communication, l'instauration d'obligations pour les plateformes et la création d'un groupe international d'experts sur l'information et la démocratie à l'instar du GIEC sur le climat.